



# ICRC

## ***CICR/UIP Communiqué de presse conjoint***

19 octobre 2009



### **Le CICR et l'UIP demandent instamment aux législateurs d'assurer un plus grand respect des règles de la guerre**

Genève – Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'Union interparlementaire (UIP) appellent les parlementaires et législateurs du monde entier à faire davantage pour que le droit international humanitaire (DIH) soit à la fois mis en œuvre et respecté.

Cet appel commun est lancé le premier jour de la 121<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, qui débute à Genève ce lundi. Au cours de l'Assemblée, le CICR participera à une réunion-débat marquant le 60<sup>e</sup> anniversaire des Conventions de Genève, célébré cette année. Ces Conventions de 1949 sont la pierre angulaire du droit international humanitaire, qui fixe des limites à la conduite de la guerre.

« En tant que législateurs, nous avons la responsabilité, envers les victimes de conflits armés, de rédiger et de mettre en œuvre des lois qui assurent l'application des règles de la guerre au niveau national », a déclaré le président de l'UIP, Theo-Ben Gurirab, de Namibie. « Si les mesures législatives sont certes essentielles, les parlementaires doivent aussi insuffler de la vie à ces règles en usant de leur influence politique pour faire largement connaître le DIH et convaincre les dirigeants gouvernementaux de la nécessité absolue de faire en sorte que les civils soient protégés pendant les conflits armés, et que les auteurs de crimes de guerre aient à répondre de leurs actes. »

Au cours de l'Assemblée, la Vice-Présidente du CICR, Christine Beerli, présentera un nouveau guide à l'usage des parlementaires sur « Les personnes disparues », qui met en évidence ce que les législateurs peuvent faire pour empêcher que des personnes ne disparaissent pendant les conflits armés, et contribuer à ce que le sort des personnes disparues soit élucidé et à ce que leurs familles soient mieux soutenues. Ce guide a été produit conjointement par l'UIP et le CICR. « Ces questions sont indissociables. Le droit international humanitaire prescrit que les autorités doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour informer les familles du sort de proches portés disparus ; pourtant, d'innombrables personnes à travers la planète restent sans nouvelles d'êtres chers qui ont disparu, parfois pendant des dizaines d'années. Ce n'est là qu'une des nombreuses règles de DIH que les États et les acteurs non étatiques doivent prendre plus au sérieux », a affirmé Mme Beerli.

Il y a quelques mois, le CICR a mené une enquête qui a montré que la grande majorité des habitants des pays touchés par un conflit armé pensaient qu'il devrait y avoir des limites à la guerre ; en revanche, les personnes interrogées étaient beaucoup moins nombreuses à estimer que les Conventions de Genève contribuaient efficacement à limiter les souffrances des civils.

« Pour nous, ceci est un signal très fort que le DIH doit être mieux mis en œuvre, et c'est aux législateurs et aux politiciens de faire pression en faveur de la ratification des traités et textes législatifs pertinents. Les parlementaires devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir, lorsqu'un conflit éclate, pour faciliter les opérations humanitaires, protéger les civils et le personnel humanitaire, et faire en sorte que l'aide arrive rapidement », a ajouté Mme Beerli.

#### **Informations complémentaires :**

**Anna Nelson au CICR : +41 79 217 3264**

**Luisa Ballin à l'UIP : +41 22 939 4116 ou +41 79 649 71 45**

Pour en savoir plus sur le DIH : <http://www.icrc.org/Web/fre/sitefre0.nsf/htmlall/genevaconventions>

Pour en savoir plus sur l'UIP : <http://www.ipu.org/french/home.htm>